

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SYNDICAL**I : OBJET DU REGLEMENT**

En application de la loi du 6 février 1992, le présent règlement intérieur a pour objet de définir dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui régissent l'activité des syndicats intercommunaux, le mode d'organisation et de fonctionnement des instances syndicales du SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE (SMOYS).

II : LES INSTANCES SYNDICALES***A – LE COMITE ET LE BUREAU***

Le Comité administre et règle par ses délibérations les affaires du Syndicat. Il peut déléguer, conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales une partie de ses attributions au Président et au Bureau à l'exception notamment :

- du vote du budget
- de l'approbation du compte administratif
- de l'adhésion du syndicat à un établissement public
- de la délégation de la gestion d'un service public
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale.

Article 1- Composition du Comité

En application de l'article L 5211-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat est administré par un Comité.

Celui-ci est composé de membres titulaires élus conformément à l'article L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales par les Conseils Municipaux respectifs des Communes ou par les EPCI à fiscalité propre adhérents.

Ceux-ci peuvent, en cas d'empêchement, être remplacés par leurs délégués suppléants désignés par les assemblées délibérantes des collectivités adhérentes (en nombre égal que les titulaires) ; ils siègeront à leur place au comité avec voix délibérative.

Article 2 - Convocations

Le Comité est convoqué par le Président au moins une fois par trimestre.

La convocation est adressée par écrit sous quelque forme que ce soit : par voie postale ou par voie électronique sur demande ou accord des délégués intéressés. Elle est obligatoirement accompagnée de l'ordre du jour mentionnant l'ensemble des affaires devant être soumises à l'examen de l'assemblée et d'une note explicative de synthèse pour chacune d'elles. Elle est en outre mentionnée au registre des délibérations et affichée. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé sans pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, l'assemblée se prononce sur l'urgence dès l'ouverture de la séance.

Si la délibération concerne un contrat de délégation de service public : choix du délégataire ou contrat de délégation, les documents sont transmis quinze jours au moins avant sa délibération.

Le Président est tenu de convoquer le Comité dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le tiers au moins des membres du Comité en exercice ou par le

représentant de l'Etat clans le département. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

Les séances du Comité Syndical sont publiques.

Article 3 - Ordre du jour

L'ordre du jour est établi par le Président. Le Comité Syndical ne peut délibérer sur un point qui n'a pas été inscrit à l'ordre du jour porté sur la convocation.

Sous la rubrique « questions diverses », (quand elle est prévue à l'ordre du jour), ne peuvent être étudiées par le Comité Syndical que des questions d'importance mineure.

Article 4 - Tenue des séances

- lieu des séances

Les séances ont lieu au siège administratif du Syndicat ou, à défaut, dans un lieu choisi par le comité syndical dans l'une des communes membres.

Sur décision du Président, et en respect du CGCT, les séances pourront avoir lieu en distanciel via un dispositif électronique certifié.

- quorum

Le Comité ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

A défaut, quand après une première convocation régulièrement faite, ladite assemblée ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable quel que soit le nombre de membres présents.

- empêchements

Tout délégué syndical titulaire empêché d'assister à une séance, est tenu de contacter un suppléant désigné par sa commune afin que celui-ci le remplace. A cet effet, il doit lui transmettre la convocation et le dossier qui lui ont été envoyés à son domicile en vue de la tenue de la réunion du Comité à laquelle il ne peut pas se rendre.

Si le délégué suppléant est aussi empêché, le délégué titulaire absent peut donner pouvoir écrit de voter en son nom à un autre délégué de son choix. Ce pouvoir est remis au Président en début de séance. Nul ne peut être porteur de plus d'un mandat. Un mandat n'est valable que pour une séance et doit être renouvelé, si nécessaire, par le délégué titulaire absent.

- Obligation de présence des Vice-présidents

Les Vice-présidents percevant une indemnité doivent assister à toutes les séances du comité et du bureau.
Sanction en cas d'absence : dans une année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre) si un vice-président est absent deux fois, consécutivement ou non, son indemnité est réduite de moitié (50%). Cette réduction sera appliquée le mois suivant la constatation de la seconde absence.

Exception à cette règle : les absences pour motifs graves, indépendants de leur volonté (maladie, accident)
Levée de la sanction : la sanction est levée si le vice-président sanctionné assiste à deux séances consécutives du comité, la sanction est levée le mois suivant

- présidence et police de l'assemblée

Le Président, ou à défaut celui qui le remplace, préside le Comité.

Il dirige les débats, ouvre et lève les séances et maintient l'ordre dans l'assemblée. Il est chargé de faire observer le présent règlement.

Dans les séances au cours desquelles sont débattus les comptes administratifs, le Comité Syndical élit un Président de séance.

Le Président du Syndicat peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Comité désigne, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour chacune de ses séances, un secrétaire choisi parmi ses membres.

Celui-ci décompte les présents, vérifie les procurations, constate les votes et contrôle l'établissement du compte rendu.

Durant la séance, le public doit se tenir assis, aux places qui lui sont réservées et garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 5 - Débats et votes*- examen des dossiers*

Les dossiers sont soumis à l'examen de l'assemblée en suivant l'ordre du jour. Seules les questions mentionnées à l'ordre du jour peuvent être débattues. Le Président peut proposer une modification de l'ordre du jour.

Chaque dossier est présenté par le Président ou, sur demande de ce dernier, par un Vice-président ou par un délégué spécial.

Celui-ci résume oralement le contenu du dossier et apporte toutes précisions utiles à la prise de décision du Comité.

Le président peut prononcer une suspension de séance.

Le comité peut également se prononcer sur une suspension de séance lorsqu'un tiers des membres le demande.

Le Président ouvre ensuite le débat.

Les délégués sont invités à prendre la parole dans l'ordre de la demande.

Une fois le débat terminé, le Président décide de passer la question au vote.

- modalités particulières du débat sur les orientations budgétaires :

Chaque année, dans le cadre de la préparation du budget primitif, un débat du Comité sur les orientations budgétaires est organisé dans un délai de deux mois avant la séance consacrée au vote de ce budget. A cet effet, un rapport portant sur ces orientations est soumis au vote du Comité. Le Président tiendra compte, lors de l'élaboration du budget primitif des grandes directions de la politique budgétaire arrêtées par le Comité.

- votes :

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le vote a lieu à main levée. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante sauf en cas de scrutin secret.

Il est voté à bulletin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou s'il s'agit de procéder à une désignation. Dans ce dernier cas, après deux tours de scrutin, si aucun candidat n'a atteint la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes. Dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération. Les conditions de quorum sont celles s'appliquant à tous les membres du Syndicat, même si certains d'entre eux ne sont pas appelés à prendre part au vote sur certaines affaires mises en délibération. Les délibérations prises dans ce cadre engagent le Syndicat tout entier et sont signées par tous les membres présents à la séance.

Des amendements peuvent être proposés en séance par un délégué et être mis aux voix. En cas d'adoption, la délibération sera modifiée.

- motions et vœux :

Les motions ou vœux proposés par les membres du Comité sont remis au Président par écrit. Ils sont inscrits à l'ordre du jour de la séance suivante.

- questions orales :

Après la clôture de l'ordre du jour, les délégués peuvent poser toutes questions ayant trait aux affaires du Syndicat.

Le Président y répond immédiatement sauf s'il s'avère nécessaire de procéder à une recherche ou une étude particulière. Dans ce cas, il y est répondu à la séance suivante.

La question ne donne pas lieu à débat. Toutefois, si le tiers au moins des délégués présents le demande, la question fera l'objet d'un point de l'ordre du jour de la séance du Comité suivant.

Sur la demande de cinq membres ou du Président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 6 - Dispositions diverses

- la liste des délibérations

La liste des séances du Comité retrace sous forme synthétique les délibérations prises. Elle est publiée sur le site internet du Syndicat.

- Les délibérations

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet.

Elles sont signées par tous les membres présents : sinon, il est fait mention des raisons qui empêchent la signature.

Les délibérations à caractère réglementaires sont publiées dans un recueil des actes administratifs.

- le Procès-verbal

Le procès-verbal de la séance est approuvé par le Comité lors de séance suivante. Il est consigné dans un registre.

Toute personne morale ou physique a le droit de demander communication des procès-verbaux du comité syndical.

Un registre est à la disposition du public dans les locaux administratifs du syndicat

- droit d'information des délégués

Tout délégué peut consulter, aux heures ouvrables au siège du Syndicat et sur demande formulée auprès du Président dans les cinq jours précédant la séance du Comité, tout document ou pièce se rapportant à une délibération inscrite à l'ordre du jour du Comité.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Article 7 – le bureau

Le bureau est composé du Président, de Vice-présidents et éventuellement d'autres membres du bureau, élus. Il débat de tous les sujets et votent les délibérations relatives aux délégations reçues du Comité Syndical

B – LE PRESIDENT

Article 8 - Election du Président

Le Président est élu par le Comité au scrutin secret et à la majorité absolue dans les conditions prévues à l'article L 2122-7 du CGCT.

Article 9 - Rôle du Président

Le Président préside le Comité et le Bureau Syndical et il rend compte au Comité du travail du Bureau, et des décisions prises dans le cadre de la délégation qui lui a été accordée par le Comité.

Il est l'organe exécutif du Syndicat, il dirige ses services et accomplit tous actes nécessaires à son administration.

Il prépare et exécute les décisions du Comité.

Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par voie d'arrêté, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers à d'autres membres du Bureau.

III : LES COMMISSIONS

Article 10 – Commissions statutaires

Pour préparer ses travaux et faciliter les délibérations, le Comité Syndical est précédé de commissions thématiques chargées d'étudier les questions soumises au Comité Syndical, sauf décision contraire du Président, motivée notamment par l'urgence.

Chaque commission élit en son sein, un vice-président. Le Président du Syndicat est Président de droit de toutes les commissions.

Article 11 : Cinq commissions sont créées :

- La commission Maitrise des finances et Administration générale
- La commission Relations avec les partenaires et les financeurs
- La commission Economies de flux pour les communes, prospective et développement
- La commission Enfouissement
- La commission IRVE

Article 12 : Fonctionnement des commissions statutaires

Elles sont convoquées par son vice-président, désigné lors de l'installation de chaque commission.

La convocation est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des délégués, membre de la commission, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse (postale ou électronique), cinq jours francs au moins avant la date de réunion de la commission.

En cas d'urgence, le délai précité pourra être exceptionnellement réduit par le président ou le Vice-président de la commission concernée, sans pouvoir toutefois être inférieur à deux jours francs.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les présidents des commissions peuvent solliciter la présence et l'assistance de toutes personnes qualifiées, notamment issue de l'Administration du syndicat.

Les commissions peuvent être ouvertes à tout élu municipal ou communautaire d'une collectivité adhérente du syndicat dont les délégués suppléants, à l'invitation du vice-président de la commission. Les personnes invités n'auront pas voix délibératives et ne prendront pas part au vote.

Les commissions instruisent les dossiers qui leur sont soumis et émettent, si elles le jugent utile, un avis, au besoin par un vote, sur ces dossiers. Dans ce cas, les votes se font à main levée, à la majorité des membres présents. Tout projet mis en débat nécessitant une étude en commission peut faire l'objet d'un retrait de l'ordre du jour par le président du comité syndical.

Un compte rendu des avis des commissions est dressé à l'issue de chaque commission et adressé aux membres des commissions concernées dans les meilleurs délais.

Article 13 – Autres commissions

Par ailleurs, conformément aux dispositions du CGCT, il est créé :

- Une commission consultative des services publics locaux (CCSPL)
- Une commission de contrôle financier (CCF)

Dont la composition est déterminée pour chacune d'elles selon les dispositions du CGCT et après le vote d'une délibération en comité syndical.

- Une commission mixte paritaire de l'énergie

IV – ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Article 14 - Rôle de l'Administration

L'administration du Syndicat est placée sous l'autorité du Président et elle est dirigée par le Directeur Général du SMOYS, nommé par le Président.

Elle a pour tâche de préparer les rapports qui seront soumis au Bureau puis au Comité Syndical. Elle a pour charge de mettre en œuvre les décisions du Comité Syndical et celles du Bureau Syndical. Le Directeur Général et les cadres de l'administration peuvent être appelés, avec l'accord du Président, à assister aux réunions du Bureau.

Article 15 – Commissions consultatives

Des commissions consultatives peuvent être créées par le comité syndical sur tous sujet, projet ou dossier stratégique relevant des compétences statutaires du syndicat. Elles fonctionnent selon les mêmes modalités que les commissions statutaires. Elles pourront être ouvertes à toute personne extérieure au syndicat.

V - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Article 16 - Modification du règlement intérieur

Une révision ou des modifications pourront intervenir soit sur proposition du Président ou d'un tiers au moins des membres en exercice du Comité Syndical soit par suite de la publication de dispositions législatives ou réglementaires nouvelles et postérieures au présent règlement, qui seraient contraires à certaines clauses de ce dernier.

A Sainte-Geneviève-des-Bois, le

Le Président,

Gino BERTOL